

Les démocraties libérales en eaux troubles

Les résultats électoraux de l'année 2024 ont débouché soit sur des paysages politiques éclatés et difficilement gouvernables, soit sur l'ascension d'extrêmes droites menaçantes pour les principes démocratiques, quand ce n'est pas les deux phénomènes à la fois.

[Fabien Escalona](#) et [Romaric Godin](#)

17 novembre 2024 à 09h09

2024 était la « super année électorale ». Dans 80 pays rassemblant plus de la moitié de la population mondiale, des scrutins ont été tenus à l'échelle nationale. Si le rendez-vous le plus attendu de la fin de l'année a eu lieu aux États-Unis, quelques-uns sont encore prévus, par exemple en Islande, en Roumanie ou au [Sénégal](#).

Les cas de figure étaient particulièrement hétérogènes. Certaines mascarades n'ont trompé personne dans les autocraties les plus fermées, comme en Azerbaïdjan où l'autocrate Ilham Aliyev a raflé 90 % des voix. Dans des régimes plus hybrides, les compétitions électorales biaisées n'ont pas empêché l'opposition de défier et de gêner « l'homme fort au pouvoir », que ce soit Narendra Modi en Inde ou Recep Tayyip Erdoğan en Turquie. Enfin, des élections libres et équitables se sont déroulées dans les démocraties consolidées depuis plusieurs décennies.

C'est sur ces dernières que nous allons nous concentrer, dans la mesure où chaque scrutin y a de plus en plus valeur de « test » à une échelle qui dépasse le pays concerné. Le modèle de la démocratie libérale, après s'être propagé [par à-coups depuis 1945](#), notamment à la suite de l'effondrement du camp soviétique, est en effet en recul global à l'échelle de la planète.



Giorgia Meloni, Donald Trump, Marine Le Pen, Viktor Orbán, Olaf Scholz et Shigeru Ishiba.
© Photomontage Armel Baudet / Mediapart avec AFP

Depuis l'entrée dans le XXI^e siècle, ce modèle abrite [de moins en moins de pays et d'individus](#). Il subit des attaques rhétoriques de ses rivaux, mais aussi des opérations de subversion passant par tout un arsenal de fermes à trolls, pirates numériques et agents de déstabilisation sur le terrain. En son sein, son attractivité est minée par des difficultés croissantes, de la part des élites dirigeantes, à reproduire leur légitimité et à susciter l'adhésion.

Pour le coup, l'année 2024 est venue confirmer le grand trouble dans lequel sont plongées les démocraties libérales. De manière répétée, les résultats électoraux ont débouché soit sur des paysages politiques éclatés et difficilement gouvernables, soit sur l'ascension d'extrêmes droites menaçantes pour l'écosystème d'une démocratie saine, ou même sur les deux phénomènes à la fois. Tour d'horizon des développements les plus neufs de ces tendances de fond.

L'inflation contribue à « sortir les sortants »

La défaite du camp démocrate aux États-Unis a d'abord mis en lumière la puissance du vote sanction contre les pouvoirs en place. Un phénomène classique et presque aussi vieux que la démocratie représentative, pourrait-on relativiser, mais dont l'ampleur a été remarquable en 2024. Le *Financial Times* [a ainsi relevé](#) que les reculs des partis de gouvernement sortants n'avaient pas été aussi systématiques depuis des décennies.

Des votes sanctions considérables avaient déjà été enregistrés aux premières années de la grande crise économique qui a éclaté en 2008. Ils avaient accéléré la tendance structurelle au [recul des grands partis de gouvernement](#) depuis les années 1980, confirmée à chaque nouvelle décennie. La séquence inflationniste du début des années 2020 semble avoir relancé le phénomène. Au Royaume-Uni, en Autriche, au Portugal, au Japon ou en France, les hausses de prix ont en effet été historiques.

Plus que l'inflation elle-même, c'est sa gestion politique qui est en cause. L'absence de toute forme généralisée d'indexation salariale, à quelques exceptions près, a conduit à une baisse brutale du niveau de vie des ménages. Or, cette baisse a fait l'objet d'un déni de la part de la plupart des gouvernements, qui ont réduit leurs efforts à des mécanismes de compensation des prix de l'énergie et de l'essence. Dans un contexte où les dépenses contraintes, notamment de services marchands, ne cessent de croître, les populations ont eu le sentiment d'être sacrifiées par les pouvoirs en place.

D'abord terrifiés par le risque d'une [« boucle prix-salaires » imaginaire](#), ceux-ci ont laissé les salaires réels baisser, et nié tout effet d'inflation *via* les profits des entreprises. Depuis, la hausse des prix s'est ralentie mais la dégradation du niveau de vie et le problème des dépenses contraintes sont restés. Il en a résulté un rejet des dirigeants de la part des électrices et des électeurs, et une perte de crédit accrue du modèle néolibéral, fondé sur la confiance dans les ajustements de marché.

[A Flourish scatter chart](#)

© Infographie Mediapart

Le vote sanction s'est ainsi articulé à un sentiment d'impuissance des politiques et à une demande de protection. Ce qui a pu favoriser des partis promettant une plus grande sécurité à

travers davantage d'autorité et un repli sur soi, mais aussi d'autres offres prétendant rompre avec les partis classiques de gouvernement, d'où le caractère mouvant et éclaté de bien des paysages politiques.

La grande fragmentation

Dans de nombreuses démocraties libérales où la compétition électorale est la plus ouverte, grâce notamment au scrutin proportionnel, l'émiettement des arènes électorales et parlementaires est là encore un phénomène de fond, repéré depuis de longues années. L'accroissement de la volatilité électorale entre les scrutins est lui aussi bien documenté. Ensemble, ces indicateurs nous disent que le mécontentement à l'égard de l'offre partisane historique ne se traduit pas dans une bascule générale et durable vers d'autres identités politiques.

Les Pays-Bas sont un cas extrême mais parlant : fin 2023, la sanction de la coalition sortante s'est accompagnée de grands déplacements de voix, de l'irruption de nouveaux partis dans le paysage, et de l'entrée de pas moins de quinze d'entre eux à la chambre basse.

Le plus frappant en 2024, et qui illustre la force de la tendance à la fragmentation, reste néanmoins que celle-ci a affecté des régimes démocratiques réputés pour la contenir. Cela a été le cas au Royaume-Uni, en France et au Japon, où les règles électorales ont pourtant tendance à « fermer » la compétition politique, en la rendant difficile à perturber pour des partis de taille modeste ou de création récente.

On observe une difficulté croissante à former des gouvernements ou à tenir ensemble des attelages compliqués.

Au Royaume-Uni, le chef de l'opposition, Keir Starmer, a certes obtenu une majorité absolue des sièges. Mais en part des suffrages, le poids cumulé des trois partis historiques qui ont gouverné le pays (travailleurs, conservateurs et libéraux-démocrates) est historiquement faible. L'électorat s'est malgré tout dispersé sur de plus petites formations et candidatures indépendantes, qui ont d'ailleurs réussi à rafler quelques sièges.

En France, le jeu bipolaire des alternances droite/gauche s'est compliqué et élargi depuis 2017, et concerne trois pôles entre lesquels se répartissent l'essentiel des partis et des votes. Surtout, deux scrutins législatifs consécutifs ont débouché sur une nette absence de majorité absolue. Depuis 2022, la France est ainsi gouvernée par des cabinets minoritaires qui n'ont même pas négocié formellement des soutiens sans participation.

Au Japon, le Parti libéral-démocrate est « la » formation historiquement dominante du pays. Au cours des dernières décennies, il avait déjà dû souvent compter sur une alliance avec le parti bouddhiste Kōmeitō pour atteindre la majorité absolue. Mais fin octobre, même cette alliance [n'a pas été suffisante](#). Le premier ministre sortant a certes été reconduit, mais cela faisait trente ans qu'un deuxième tour n'avait pas été utile pour son élection par les parlementaires. À la tête d'un gouvernement minoritaire, il devra rudement négocier pour faire adopter ses politiques.

Les études sont contradictoires sur les effets de la fragmentation des systèmes de partis. Certains chercheurs [contestent](#) qu'elle affecte la qualité de la démocratie, à l'exception des contextes très polarisés idéologiquement. Elle rend cependant le jeu politique plus complexe à

suivre et à manœuvrer : le nombre d'acteurs impliqués augmente et leur visibilité de l'avenir diminue, ce qui ne facilite ni l'accommodement des préférences politiques, ni la durabilité des stratégies poursuivies.

D'ailleurs, on observe une difficulté croissante à former des gouvernements ou à tenir ensemble des attelages compliqués, comme la Suède en a récemment fait l'expérience, ou comme l'illustre le cas belge, sans nouveau gouvernement fédéral depuis le début de l'été. Il n'est pas anodin qu'en Allemagne, pour la première fois depuis l'après-guerre, trois familles politiques différentes aient dû s'entendre pour que le gouvernement d'Olaf Scholz voie le jour en 2021. Or, cette coalition [vient d'éclater](#) et débouchera sur une élection sans doute marquée par une forte dispersion des voix et un recul global des partis de gouvernement.

La longueur d'avance de l'extrême droite

Le trouble des démocraties libérales trouve donc plus que jamais sa source dans l'insatisfaction généralisée à l'égard des pouvoirs sortants et l'instabilité induite par [la « désinstitutionnalisation »](#) des systèmes partisans, ainsi que l'ont montré les politistes italiens Alessandro Chiaramonte et Vincenzo Emanuele. Mais il s'ajoute un troisième ingrédient de taille : la montée en puissance de plus en plus impressionnante des forces d'extrême droite.

Si beaucoup de repères et de liens se désagrègent, comme en témoigne par ailleurs la tendance déclinante de la participation électorale (sauf aux États-Unis, où la polarisation bipartite est poussée à l'extrême), tout n'est pas chaos. Il existe une famille qui agrège des soutiens de manière croissante, forgeant des loyautés sur le temps long. Et c'est celle qui exalte une identité nationale fermée, appelle à succomber à la tentation césariste, et fait miroiter aux électeurs et électrices la promesse de devenir [des « consommateurs souverains »](#) protégés du déclassement, qu'il soit symbolique ou matériel.

L'enjeu n'est pas tant le retour du totalitarisme qu'une mutation des démocraties libérales en démocraties « défectueuses ».

Diverses familles et formations ont investi l'espace électoral laissé vacant par le déclin des grands partis de gouvernement. Mais depuis une quarantaine d'années, c'est bien la droite radicale (un terme englobant parfois préféré par les politistes) qui a capté les gains les plus forts. Si l'on s'en tient à l'Europe de l'Ouest, sa moyenne végétait sous les 5 % jusqu'au milieu de la décennie 1980. Sur la période 2015-2020, cette moyenne a atteint son point haut historique (14,6 %).

Depuis, des percées considérables ont été réalisées au Portugal ou en Espagne, ainsi que des progressions marquées en Scandinavie, et bien sûr en France et en Italie. Dans l'Union européenne, elle participe au pouvoir dans une demi-douzaine de pays. Tandis qu'aux États-Unis, le Parti républicain a basculé dans cette famille politique à la suite de sa colonisation par le mouvement trumpiste Maga (« Make America Great Again »).

Ce dernier exemple, mais aussi [le bilan de Giorgia Meloni](#) en Italie ou celui de Viktor Orbán en Hongrie, illustre le fait que si l'extrême droite peut parvenir pacifiquement au pouvoir, des risques énormes sont liés à ses attaques contre ce qui fait l'écosystème d'un régime représentatif digne de ce nom, notamment l'indépendance de la justice, le pluralisme des médias et la liberté d'association. L'enjeu n'est pas tant le retour du totalitarisme qu'une

mutation des démocraties libérales en [démocraties « défectueuses »](#), voire en autocraties électorales.

It's capitalism, stupid !

Les partis d'extrême droite construisent des coalitions d'électeurs et d'électorales dont les histoires, les griefs et les aspirations sont complexes. Mais dont une grande masse se distingue par son hostilité à l'immigration et aux minorités ethno-raciales, tandis qu'une réaction masculiniste se repère dans plusieurs cas récents.

Ce ressort possède une autonomie relative. Dans la plupart des démocraties libérales, l'accroissement de l'hétérogénéité culturelle de même que la remise en cause des hiérarchies entre les sexes et les genres, rapides à l'échelle de la longue histoire humaine, ont formé un terrain pour des contre-mobilisations réactionnaires, invoquant des identités blessées et protégeant des intérêts bien compris.

Mais ce ressort est d'autant plus aisé à activer que ces transformations coïncident avec l'érosion de l'État social, celle des corps intermédiaires, et les contradictions d'un capitalisme de bas régime. La politique contemporaine est en effet confrontée à deux phénomènes majeurs liés à l'ordre social capitaliste, dans lequel les démocraties libérales se sont construites et épanouies.

Les plans de Joe Biden ont relancé la croissance de la première économie du monde, mais ils n'ont réglé ni la crise sociale ni la crise écologique.

Le premier phénomène a été appelé, par trois spécialistes d'économie politique basés au Royaume-Uni, Ilias Alami, Jack Copley et Alexis Moraitis, la « *trinité vicieuse du capitalisme tardif* ». [Dans un article](#) publié cette année (dont il a été [rendu compte ici](#)), ils identifient trois crises concomitantes : la crise économique d'une croissance durablement affaiblie, la crise du monde du travail où les revenus sont sous pression et, enfin, la crise écologique.

Pour eux, la démocratie libérale est incapable de régler ce trilemme : les méthodes traditionnelles de relance keynésienne, de compromis social-démocrate ou de « croissance verte » sont des échecs parce qu'elles ne règlent qu'une partie du problème et finissent par provoquer une aggravation des autres crises. C'est le phénomène connu sous le nom de « *polycrise* ». Le cas états-unien est très parlant de ce point de vue : les plans de Joe Biden ont relancé la croissance de la première économie du monde, mais ils n'ont réglé ni la crise sociale ni la crise écologique. Au point que la politique économique est devenue le talon d'Achille de la candidate démocrate.

La majorité politique ne désirant pas briser le nœud gordien de la « *directionnalité du capital* », qui détermine ce trilemme, elle en est réduite à deux options : ou la poursuite des tentatives de règlement du trilemme par un choix se focalisant sur une des faces du problème en priorité (mais ces options deviennent de moins en moins convaincantes au fil du temps) ; ou une demande d'autorité afin d'offrir une protection contre les effets des trois crises.

À lire aussi

[Le problème à trois corps du capitalisme moderne qui éclaire la crise politique française](#)
10 juillet 2024

À cela s'ajoute le second élément central, celui propre à la faiblesse du taux de croissance, par opposition aux fameuses Trente Glorieuses durant lesquelles les démocraties libérales ont pour le coup consolidé leurs paysages politiques.

Dans un article de la [New Left Review](#) de 2022 titré « Sept thèses sur la politique américaine », l'historien Robert Brenner et l'économiste Dylan Riley tentaient de définir les contours d'une politique dans un schéma de croissance faible. Le rebond de l'économie états-unienne sous Joe Biden ne remet pas en cause la pertinence de leur réflexion, dans la mesure où cette croissance a un contenu fortement inégalitaire et construit par des activités peu productives (santé, défense, immobilier).

Pour Brenner et Riley, la stagnation économique suppose à la fois le maintien de transferts croissants de l'État vers le secteur privé et le fait que ces transferts soient le produit d'un « *jeu à somme nulle* ». Autrement dit, ce que l'on donne ici, on doit le retirer là. Dans ce cadre, l'option sociale-démocrate d'un consensus entre capital et travail fondé sur la redistribution devient une chimère. Quant à une vraie politique de classe qui envisagerait de sortir de l'injonction à l'accumulation du capital, elle entre directement en conflit avec la stagnation capitaliste. Elle suppose une volonté de changement de paradigme qui ne peut que s'appuyer sur un mouvement de fond culturel et social pour le moment inexistant.

Une option purement redistributive se met alors en place à gauche, qui est d'autant moins crédible dans l'opinion publique que les passages récents au pouvoir de la gauche ont démenti leurs prétentions. Dans [un article](#) examinant 150 ans de vie politique dans une vingtaine de pays européens, les politistes Vincenzo Emanuele et Federico Trastulli montrent que si les gauches gouvernementales ont été un agent efficace de réduction des inégalités sociales, cet effet a décliné dans le temps et s'est révélé statistiquement insignifiant ces dernières décennies.

À lire aussi

[Comment les gauches au pouvoir ont fait face aux grandes crises capitalistes](#)

13 décembre 2020

Les dernières grandes alternatives de la social-démocratie ont échoué voici quarante ans, et l'expérience de Syriza en Grèce a été l'équivalent, pour la gauche radicale, du tournant de la rigueur de 1983 : « *la fin de la possibilité d'un modèle* », pour reprendre [l'expression du chercheur Gerassimos Moschonas](#).

Dans ce paysage désenchanté, sans horizon transformateur, restent alors des politiques de « préférences » pour ceux qui passeront à la caisse : les néolibéraux classiques proposent de faire payer les « assistés » ; la gauche, les « ultrariches » ; et l'extrême droite, ceux que l'on pourrait appeler les « allogènes », c'est-à-dire, selon les situations nationales, les migrants, les personnes racisées, les minorités politiques.

L'idée est de définir un groupe qui doit payer pour les autres afin de préserver le système existant. Une telle configuration provoque à la fois une instrumentalisation de la question de l'immigration qui conduit au surgissement de l'extrême droite, mais aussi à des votes centrés sur des intérêts particuliers qui induisent une fragmentation de la vie politique. En fin de compte, les évolutions du jeu politique traduisent aussi une forme croissante d'impuissance des partis existants dans un cadre qu'ils refusent de remettre en cause réellement.

[Fabien Escalona](#) et [Romarc Godin](#)